

Unité bidépartementale Eure-Orne  
1 avenue du Maréchal Foch  
27000 Évreux

Évreux, le 01/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **RADIOR FRANCE**

Ecoparc  
3 allée des Merisiers  
27400 Heudebouville

Références : UBDEO.2023.10.450.ERC.AB  
Code AIOT : 0005800563

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2023 dans l'établissement RADIOR FRANCE implanté 3, Allée des Merisiers Ecoparc Louviers Sud 27400 Heudebouville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RADIOR FRANCE
- 3, Allée des Merisiers Ecoparc Louviers Sud 27400 Heudebouville
- Code AIOT : 0005800563
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

RADIOR FRANCE est l'un des principaux fabricants mondiaux et le seul français spécialisé dans les encres métalliques, les encres grattables et les encres fluorescentes pour tous les procédés d'impression. L'activité de fabrication d'encre (formulation et mélange) et de stockage de matières premières et produits finis sont réalisés à Heudebouville. L'établissement emploie 22 salariés avec une amplitude horaire de 8h-18h pour les bureaux et 8h-16h pour la production.

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale 2023 portant sur la thématique du système de détection incendie.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Détection incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle des détecteurs incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68-2e alinéa	Sans objet
2	État centrale de détection	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68-2e alinéa	Sans objet
3	Report d'alarme et appel des secours	Arrêté Préfectoral du 04/10/2010, article 47	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une observation a été émise.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Contrôle des détecteurs incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68-2e alinéa
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle de la détection incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (... systèmes de détection ...) conformément aux référentiels en vigueur.
<b>Constats :</b> L'exploitant a communiqué les rapports de vérification des systèmes d'incendie réalisés par Securitas Technology le 17/03/2023 et le 31/10/2023. Dans le rapport du 17/03/2023, l'audibilité des diffuseurs sonores en tout point du bâtiment est non conforme. Le prestataire a ajouté des observations en lien avec cette non-conformité : « évacuation presque inaudible dans le labo 1 et 2. Prévoir rajout d'un diffuseur sonore ». Le rapport de vérification du 31/10/2023, indique la conformité de ce point, néanmoins l'observation suivante est annotée « signal d'évacuation faible dans le labo. (devis en cours). ». Lors de l'inspection, l'exploitant indique que le diffuseur sonore n'a pas encore été ajouté. Une incohérence est perceptible entre les 2 rapports de vérifications. L'exploitant a transmis à l'inspection, le devis signé en date du 16/11/2023, pour ajouter un diffuseur sonore dans le laboratoire 1 et 2.  Des vérifications apparaissent comme « sans objet » dans l'un des rapports et comme « vérifiées » dans le second rapport. L'exploitant précise que des essais doivent être vérifiés qu'une fois par an, c'est pourquoi ils sont « sans objet » dans le second rapport, compte tenu qu'il y a deux contrôles par an de son système de détection incendie.  L'ensemble des détecteurs est contrôlé, à chaque vérification semestrielle. L'exploitant a présenté le plan représentant l'implantation des détecteurs d'incendie.
<b>Observations :</b> L'exploitant devra transmettre à l'inspection, la facture de l'ajout du diffuseur sonore dans le

laboratoire 1 et 2.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : État centrale de détection**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68-2e alinéa
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle de la détection incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (... systèmes de détection ...) conformément aux référentiels en vigueur.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, la centrale d'incendie était en fonctionnement et elle ne présentait pas de dérangement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Report d'alarme et appel des secours**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Report d'alarme
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.  « Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.
<b>Constats :</b> Le retentissement de l'alarme incendie du site est généralisé. Les installations du site ne sont pas automatiquement coupées, si l'alarme du site se déclenche. En cas de déclenchement de l'alarme incendie, l'exploitant a mis en place une procédure pendant et en dehors des horaires d'ouverture du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite